

L'Etat péruvien responsable des violations des droits de l'homme

Image not found or type unknown



La Havane, 17 mars, (RHC)- La Mission internationale de solidarité et des droits de l'Homme a conclu jeudi que l'État péruvien est responsable de graves violations des droits de l'Homme de la population civile dans le cadre de l'action répressive déployée depuis décembre 2022.

Le rapport intitulé "Violation des droits de l'homme au Pérou (décembre 2022-février 2023)" indique que "la responsabilité internationale de l'État péruvien pour les violations observées est incontestable".

"Une grande partie des violations, en raison de leur caractère systématique et/ou généralisé et dirigées contre la population civile, caractérise des crimes contre l'humanité, prévus et sanctionnés par le droit international", souligne le rapport.

L'organisation de défense des droits de l'homme a souligné que l'État de droit et l'ordre démocratique au Pérou "ont été sérieusement limités et affectés, suspendant les garanties judiciaires de base et élémentaires".

Elle a également dénoncé une interruption de la continuité constitutionnelle de l'exécutif car "l'ancien président constitutionnel a été destitué sans respecter la procédure expressément prévue par la Constitution".

De même, le document souligne que l'État péruvien "a fait un usage abusif, arbitraire et illégal de ses pouvoirs, en dirigeant, ordonnant et exécutant des actions qui ont violé les droits de l'homme".

Sur cette base, le texte souligne que le gouvernement péruvien "doit faire l'objet d'une enquête pour les meurtres, tortures, tourments, abus, persécutions, menaces, intimidations et autres comportements criminels commis par ses forces armées et de sécurité régulières".

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/316933-letat-peruvien-responsable-des-violations-des-droits-de-lhomme>



Radio Habana Cuba